

DIAL 2481

# GUATEMALA - Le procès des assassins de M<sup>gr</sup> Juan Gerardi

vendredi 15 juin 2001, mis en ligne par [Dial](#)

*Le 26 avril 1998, soit deux jours après avoir rendu public le fameux rapport Nunca Más faisant état des violations de droits de l'homme accomplis pendant la guerre civile et indiquant les responsabilités en la matière, M<sup>gr</sup> Juan Gerardi était assassiné (cf. DIAL D 2219, 2259). L'émotion soulevée fut considérable. L'enquête connut des difficultés permanentes : des menaces de mort, par exemple, ont chassé du pays plusieurs personnes qui en furent chargées. Commencé le 29 mars 2001, le procès voit défilier des témoignages contradictoires. L'article ci-dessous, en provenance d'IPS, mai 2001, met en scène les divers personnages du procès. Aujourd'hui, l'implication de l'armée dans la mort de M<sup>gr</sup> Gerardi est clairement établie. Le verdict du tribunal est tombé le 8 juin : 30 ans de prison pour les trois militaires reconnus coupables d'assassinat et 20 ans pour le prêtre complice. Un tel jugement renforce considérablement le système judiciaire guatémaltèque, pays où les militaires restent largement intouchables cinq ans après la signature des accords de paix entre la guérilla et le gouvernement.*

---

Trois ans après que l'évêque auxiliaire de la ville de Guatemala, M<sup>gr</sup> Gerardi, ait été assassiné après avoir rendu public un rapport historique qui indiquait quelles furent les responsabilités dans les violations des droits humains pendant la guerre civile du pays, ses assassins présumés étaient jugés par la Cour suprême de justice.

Trois officiers de l'armée et un prêtre sont accusés d'avoir donné la mort à Gerardi le 26 avril 1998. La gardienne des clés de la paroisse où vivait Gerardi, Margarita López, a été désignée comme complice du crime.

Le début du jugement a été caractérisé par le même drame qui a marqué l'enquête sur le crime. Le 21 mars, des hommes non identifiés ont attaqué le patio de la maison de la juge, Iris Barrios, un des trois magistrats qui mène le procès, en lançant des explosifs qui brisèrent les vitres.

"Cela ne me fait pas peur ; cela me met en colère" a dit Barrios qui en est sortie saine et sauve. À présent, les trois juges ont une protection policière.

Quand le procès s'est ouvert le 22 mars, on dut sortir de la salle un des accusés, le capitaine Byron Lima Oliva, alors qu'il s'écriait : "Réveillez-vous, soldats. Nous avons un ennemi commun."

Son père, le colonel Disrael Lima Estrada, accusé lui aussi, a déclaré avoir eu une attaque cardiaque, tandis qu'un médecin légiste soutint que son unique problème était d'être très nerveux. Les juges ont finalement proposé l'ouverture du procès pour le jour suivant.

Lima Estrada fut chef des renseignements de l'armée. Lima Oliva et le sergent José Villanueva, le troisième militaire accusé, ont appartenu à l'état-major présidentiel, fort redouté, dont le quartier général se trouvait seulement à deux pâtés de maisons du lieu du crime.

Le 23 mars, le procureur Leopoldo Zeissig a indiqué que le rapport détaillé de Gerardi sur les atrocités de

la guerre "fut la cause directe de sa mort". Selon Zeissig, Lima Estrada était particulièrement terrorisé par le fait que Gerardi pouvait être appelé par les tribunaux pour donner son témoignage sur les atrocités commises par les militaires.

À ce qu'il paraît, la crainte était fondée. Ronalth Ochaeta, ancien directeur du Bureau des droits humains de l'archevêché de la ville de Guatemala, que Gerardi avait fondé, a témoigné le 26 avril que, au cours d'une conversation peu avant le crime, l'évêque assassiné lui avait dit son enthousiasme pour une série de nouveaux projets planifiés suite à ce rapport, incluant l'accélération des exhumations des fosses communes et le jugement de divers officiels responsables des massacres.

"M<sup>gr</sup> Gerardi est devenue la figure principale de la lutte contre l'impunité, le précurseur de toute la récupération de la mémoire historique avec une vision à très long terme, qu'il allait conclure non seulement avec la remise du rapport, mais qui incluait tout un processus allant jusqu'à la réconciliation. Ce processus, finalement, est ce qui a motivé l'assassinat de M<sup>gr</sup> Gerardi", a déclaré la militante des droits humains Helen Mack, qui a également présenté son témoignage devant la Cour.

Si les procureurs croient détenir un motif, ils manquent de témoins présents. C'est à cause de cela que l'équipe qui a mené l'enquête pour ce procès, qui a inclus des avocats du ministère public et du Bureau des droits humains de l'archevêché, a présenté des témoins qui virent les accusés sur le lieu du crime à peu près au moment où il fut commis.

Le témoignage le plus dramatique s'est produit le 30 avril lorsque Rubén Chanax Sontay a dit comment elle avait aidé à déplacer le corps sans vie de Gerardi à la demande de Lima Oliva et Villanueva. Chanax, qui a affirmé que l'état-major présidentiel la payait pour l'informer sur les mouvements de Gerardi, a déclaré également avoir vu Lima Estrada diriger l'opération depuis une boutique située de l'autre côté de la rue.

C'est la première fois au Guatemala que des officiers militaires de haut rang ont été appelés à témoigner. Plusieurs ont indiqué qu'ils avaient des difficultés pour se rappeler de la nuit en question. D'autres étaient manifestement nerveux, comme le major Andrés Villagrán qui en 1998 déclara avoir vu Lima Oliva au siège de l'état-major présidentiel la nuit du crime. Toutefois lorsqu'il donna son témoignage le 2 avril, Villagrán soutint qu'il avait confondu et qu'il n'avait pas vu Lima Oliva cette nuit.

Villanueva affirme avoir été dans la prison d'Antigua la nuit du crime. Son avocat Roberto Etcheverría, a appelé un autre prisonnier, Gilberto Gómez Limón, le 26 avril, pour qu'il confirme le fait. Les procureurs affirment que Villanueva avait l'habitude de soudoyer pour pouvoir sortir de la prison, et Gómez Limón - qui portait un gilet pare-balles lorsqu'il fit sa déclaration - l'a confirmé en disant que Villanueva jouissait de "commodités spéciales" à l'intérieur de la prison et que, là, celui qui avait de l'argent pouvait payer 300 ou 400 pesos (quetzales, équivalents à 40 ou 50 dollars) et il sortait faire un tour.

Gómez Limón fit une nouvelle fois honte à Villanueva quand il était interrogé, lorsqu'il dit que Etcheverría lui avait offert 13 000 dollars pour qu'il change sa version des faits.

L'évêque Marios Montt, qui a remplacé Gerardi comme directeur du Bureau des droits humains de l'archevêché, a témoigné le 30 mars que le crime fût "préparé dans les détails, techniquement exécuté, avec des conséquences préméditées". Reflétant une impression généralisée, Ríos Montt a suggéré que les accusés ne sont pas les uniques responsables de l'ordre de tuer.

Le prélat a affirmé également que le frère de celui qui était alors le président Álvaro Arzú (1996-2000) avait proposé un marché à l'Église catholique. Selon Ríos Montt, José Antonio Arzú lui dit que si l'Église signait une déclaration disculpant les militaires pour l'assassinat de Gerardi, le gouvernement s'abstiendrait de juger le père Mario Orantes, le prêtre accusé d'avoir aidé au crime. L'évêque a refusé l'accord.

L'armée n'est pas l'unique institution dont le linge sale a été lavé en public pendant le jugement. Les Guatémaltèques ont pris également connaissance des liens entre un ancien chancelier diocésain, le père

Efraín Hernández, et une bande criminelle dirigée par sa nièce Ana Lucía Escobar. Une des hypothèses que les procureurs ont étudiées est que Gerardi aurait été assassiné par des délinquants qu'il aurait trouvés en train de voler des images religieuses de la paroisse.

Hernández et Escobar, qui furent parmi les premiers à arriver sur le lieu du crime, témoignèrent le 29 mars. Il y avait des contradictions notoires dans leurs déclarations.

Dans l'affaire contre Orantes - qui vint au tribunal en pyjama et assis dans un fauteuil roulant - un psychiatre de la police déclara, au cours d'une des premières entrevues, que le prêtre regrettait le fait que Gerardi "vient de mourir dans ma chambre ; pardon, dans le garage".

Ochaeta a fait savoir le 26 avril que Orantes était "fraîchement toiletté, bien habillé et serein" sur le lieu du crime quand les autres personnes sanglotaient ouvertement. Ochaeta dit que Orantes s'est contredit en racontant les événements et qu'il a refusé de coopérer avec les avocats de l'Église, s'engageant bien davantage avec les avocats liés aux militaires. Ochaeta, actuellement ambassadeur du Guatemala à l'Organisation des États américains, a refusé de retirer la comparaison publique qu'il fit une fois entre Orantes et Juda.

Au second mois du jugement, les Guatémaltèques commémoreront le troisième anniversaire du crime. Au cours d'une messe concélébrée par quatre-vingt prêtres et quatorze évêques dans la cathédrale métropolitaine, M<sup>gr</sup> Álvaro Ramazzini, évêque de San Marcos, a dit que Gerardi fut "un grain de blé qui meurt pour donner la vie. Sa mort, unie à la mort de Notre-Seigneur, se transforme en une semence d'espérance, de paix et de justice pour le Guatemala ».

Ramazzini fut applaudi lorsqu'il dit : "je vous invite, je vous demande, je vous exhorte à unir nos forces pour continuer la lutte de l'évêque Juan Gerardi, une lutte scellée avec son sang ; qu'il y ait un jugement juste dans le cas de Gerardi, qu'on ne cherche pas de victimes expiatoires, que l'on connaisse la vérité quelle qu'elle soit, comme nous les évêques l'avons toujours dit, et que l'impunité soit enterrée pour toujours ».

---

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2481.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *IPS*, mai 2001.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - <http://www.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.